

**MARCHE DE CONDUITE ET DE PETITE MAINTENANCE DES  
INSTALLATIONS DE GENIE CLIMATIQUE  
DES LOCAUX DU SIEGE, DU CAMPUS ET DE LA RESIDENCE**

5 bis, avenue Marcel PROUST – 28 000 CHARTRES

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES  
PARTICULIERES**



# 1 Table des matières

1.	Dispositions générales du contrat .....	3
1.1	Objet du contrat .....	3
1.2	Allotissement .....	3
1.3	Type d'accord-cadre.....	3
1.4	Conditions d'attribution des bons de commande .....	3
1.5	Réalisation de prestations similaires .....	3
2	Pièces contractuelles .....	4
3	Confidentialité et mesures de sécurité .....	4
4	Durée .....	5
5	Prix 5	
5.1	REDEVANCE CONTRACTUELLES .....	5
5.2	EXPRESSION DU PRIX .....	5
5.3	DATES VALEURS.....	5
5.4	FORME ET CONTENU DES PRIX.....	5
5.5	REVISION DES PRIX .....	6
6	– Sous traitance .....	6
7	- Garanties Financières .....	7
8	- Avance .....	7
8.1	Conditions de versement et de remboursement.....	7
8.2	Garanties financières de l'avance .....	7
9	- Modalités de règlement des comptes.....	7
9.1	Décomptes et acomptes mensuels.....	8
9.2	Présentation des demandes de paiement .....	8
9.3	- Délai global de paiement .....	8
9.4	- Paiement des cotraitants .....	9
9.5	- Paiement des sous-traitants .....	9
10	Conditions d'exécution des prestations.....	9
11	Constatation de l'exécution des prestations .....	9
11.1	Vérifications .....	9
11.2	Décision après vérification .....	9
12	Garantie des prestations .....	9
13	Pénalités .....	9
13.1	Pénalités de retard .....	10
13.2	Pénalité pour travail dissimulé .....	10
14	Assurances.....	10
15	Résiliation du contrat .....	10
15.1	Conditions de résiliation de l'accord-cadre.....	10
15.2	Conditions de résiliation D'UN BON DE COMMANDE.....	10
15.3	Redressement ou liquidation judiciaire .....	11
16	Règlement des litiges et langues .....	11
17	Dérogations .....	11

# 1. Dispositions générales du contrat

## 1.1 Objet du contrat

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent l'exploitation des installations de chauffage, climatisation et ventilation des bâtiments de la CCI Eure-et-Loir.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Lieu d'exécution :

- SIEGE de la CCI Eure-et-Loir, 5 bis avenue Marcel Proust - CS 80062 - 28008 Chartres cedex.
- CAMPUS de la CCI Eure-et-Loir, 1 avenue Marcel Proust – CS 80062 – 28008 Chartres cedex.
- LA RESIDENCE, 5 quater avenue Marcel Proust – CS 80062 – 28008 Chartres cedex.

## 1.2 Allotissement

Les prestations ne sont pas alloties.

## 1.3 Type d'accord-cadre

L'accord-cadre sans minimum et avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

Le montant maximum pour la période du contrat est le suivant :

Montant maximum € HT
89 500 €

## 1.4 Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations ;
- le montant du bon de commande ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la date et le numéro du marché ;
- les délais d'exécution (date de début et de fin).

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

## 1.5 Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122- 7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

## **2 Pièces contractuelles**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

### **PIECES PARTICULIERES**

L'acte d'engagement (A.E.)

Le Bordereau des Prix Unitaires

Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P)

Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses annexes.

Le Mémoire technique du Titulaire qui fixe ses engagements.

### **PIECES GENERALES (NON FOURNIES)**

Le contrat d'exploitation sera réalisé suivant les directives définies :

- Guide de rédaction des clauses techniques des marchés publics d'exploitation de chauffage avec gros entretien des matériels et avec obligation de résultat, approuvé par la décision n° 2007-17 du 4 mai 2007 du Comité exécutif de l'OEAP.
- Arrêté du 15/09/2009, relatif à l'entretien annuel des chaudières avec demande d'évaluer la performance Energétique.
- Décret N° 2009 649 du 9/06/2009 (rendements des chaudières de 4 à 400 KW)
- Arrêté du 30 novembre 2005 modifiant l'arrêté du 23 juin 1978 relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, des locaux de travail ou des locaux recevant du public.
- Décret N° 98 833 16/09/1998 relatif aux contrôles périodiques des installations consommant de l'énergie thermique
- N°2015 du JO édition 1991 relatif aux travaux d'installation de génie climatique
- DTU (documents techniques unifiés) et tous documents réglementaires et normes françaises,
- Le règlement de sécurité incendie du 25/06/1980 avec ses additifs et mises à jour,
- Le règlement sanitaire départemental type,
- L'arrêté du 25/04/1985 modifié par l'arrêté du 30/05/1989,
- La norme AFNOR NFX 50-010,
- Et tous autres documents réglementaires
- Le CCAG-FCS

## **3 Confidentialité et mesures de sécurité**

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG- Travaux.

En complément de l'article 5.2 du CCAG et dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018.

Le titulaire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet du présent contrat.
- prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.
- prendre toutes les mesures techniques et organisationnelles liées à la mise en œuvre du présent contrat. La responsabilité du sous-traitant est limitée à une obligation de moyen

concernant l'efficacité de ces mesures.

- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat.
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat; à ne pas faire de copie ni utiliser des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de la prestation de maintenance; à ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales; et en fin de contrat à procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant des informations saisies.
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent contrat :
  - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité
  - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

## **4 Durée**

L'accord-cadre est conclu pour une durée de 3 ans à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2025. Il prendra donc fin le 30 juin 2028.

## **5 Prix**

### **5.1 REDEVANCE CONTRACTUELLES**

P2 = Prix fournitures et prestations de conduite, et petit entretien nécessaire pour assurer le Chauffage, la Climatisation, la Ventilation des locaux et la fourniture d'ECS de la résidence, pendant la période contractuelle.

### **5.2 EXPRESSION DU PRIX**

Les prix en EUROS s'entendent hors taxes et sont majorés des taxes en vigueur.

### **5.3 DATES VALEURS**

La date de valeur du prix est fixée au CCAP. Il sera révisé en fonction des variations économiques et en cas de modifications des structures de prix officiels.

### **5.4 FORME ET CONTENU DES PRIX**

Marché du type « PF »

Conformément à l'acte d'engagement et son annexe et pour chaque exercice, les prestations se décomposeront comme suit :

- Forfait pour la conduite et l'entretien courant : Montant mensuel
- Intervention et/ou dépannage à la demande du Maître d'Ouvrage :
  - Forfait pour déplacement
  - Taux horaire des différents intervenants (cadre, ouvrier...)

- Coefficient de marge applicable sur les factures de pièces détachées et petits matériels hors P2 (factures justificatives à produire)
- Prix indiqués dans le Bordereau des prix pour certaines grosses réparations.

Le remplacement éventuel d'un équipement important non prévu dans le BPU devra faire l'objet d'un devis avant toute mise en œuvre.

## 5.5 REVISION DES PRIX

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de mai 2025 ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés annuellement par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient Cn donné par la formule :

Pour la maintenance P2 et les tarifs horaire :  $C_n = 15.0\% + 85.0\% (ICHT-IME (n) / ICHT-IME (o))$

Pour les prix sur le matériel :  $C_n = 15.0\% + 85.0\% (CVC (n) / CVC (o))$

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence le 1<sup>er</sup> jour du mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

Pour chaque bon de commande, la date à prendre en compte pour l'application de la révision est la date de notification du bon de commande par dérogation à l'article 10.2.2 du CCAG-FCS.

### Instructions concernant le calcul de la formule de révision :

- Les indices utilisés sont ceux tels que décrits dans le présent article sans modification ni arrondi.
- La formule de révision est calculée sans arrondi intermédiaire. Le résultat du calcul est le coefficient de révision, il est arrondi au millième supérieur de la manière suivante :  
si la 4<sup>ème</sup> décimale est supérieure à 0, le millième est augmenté d'une unité.  
si la 4<sup>ème</sup> décimale est égale à 0, le millième est inchangé sauf si la 5<sup>ème</sup> décimale ou suivante est supérieure à 0,

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

L'index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index ICHT-IME « Industries mécaniques et électriques ».

L'index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index CVC « Indice des prix de l'entretien-amélioration des bâtiments - Tous bâtiments - CPF 43.22 - Plomberie, installation de chauffage et de conditionnement d'air - Base 2021 - Identifiant 011779982 ».

La révision ne s'applique pas aux pénalités.

## 6 – Sous traitance

La sous-traitance sera limitée à un seul niveau. Le sous-traitant d'un entrepreneur titulaire du marché ne pourra sous-traiter à nouveau tout ou partie de son marché pour lequel il a été agréé par le Maître de l'Ouvrage.

A défaut, les paiements dus à "l'entrepreneur" seront suspendus dès lors que le Maître de l'Ouvrage aura eu connaissance d'un sous-traité et jusqu'à communication des contrats de sous-traitance.

Dès qu'il aura eu connaissance d'un sous-traité, le Maître de l'Ouvrage pourra mettre en demeure l'entrepreneur principal de lui communiquer le sous-traité. Le défaut de communication, sans motif valable, un mois après la mise en demeure, pourra entraîner la résiliation du marché aux frais et risques de l'entrepreneur principal.

La même sanction sera applicable à l'entrepreneur principal qui aura sciemment fourni des renseignements inexacts à l'appui de sa demande d'acceptation du sous-traitant, et de sa demande d'agrément des conditions de paiement figurant dans le sous-traité.

Le sous-traitant aura une action directe contre le Maître de l'Ouvrage si l'entrepreneur principal ne paie pas, un mois après en avoir été mis en demeure.

Dans un tel cas, les obligations de Maître de l'Ouvrage seront limitées aux sommes restant dues à l'entrepreneur principal à la date de la réception de la copie de la mise en demeure.

L'entrepreneur titulaire du marché sera responsable, vis-à-vis du Maître de l'Ouvrage, de la Société ou du groupement auquel le marché sera apporté.

Il fournira une copie de la caution bancaire garantissant les paiements aux sous-traitants et faisant apparaître le montant des travaux engagés.

## **7 - Garanties Financières**

Sans objet.

## **8 - Avance**

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG-Travaux.

### **8.1 Conditions de versement et de remboursement**

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 10.0 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 10.0 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65.0 % du montant initial du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80.0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R.2191-6, R.2193-10 et R.2193-17 à R.2193-21 du Code de la commande publique.

### **8.2 Garanties financières de l'avance**

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une caution personnelle et solidaire ou d'une garantie à première demande à concurrence de 100,0 % du montant de l'avance.

## **9 - Modalités de règlement des comptes**

## 9.1 Décomptes et acomptes mensuels

Les factures pour la maintenance P2 seront émises mensuellement. Des factures bimestrielles sont admises dès lors que le titulaire ne peut fournir la facturation mensuelle précédemment demandée.

La facturation est ajustée sur les mois calendaires.

Les factures hors maintenance P2 seront émises après chaque prestation réalisée.

## 9.2 Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123- 221 du code de commerce.

### Informations pour la facturation électronique

Entité de facturation : Chambre de Commerce et d'Industrie

Client appartenant à l'Etat (OUI) : Etablissement public et administratif

N° SIRET : 182 800 011 00104

N° SE (Code du service exécutant) : pas de code service

## 9.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.



En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

#### **9.4 - Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement. Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon les articles 10.7 et 12.5 du CCAG-Travaux.

#### **9.5 - Paiement des sous-traitants**

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

## **10 Conditions d'exécution des prestations**

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

## **11 Constatation de l'exécution des prestations**

### **11.1 Vérifications**

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

### **11.2 Décision après vérification**

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

## **12 Garantie des prestations**

Sans objet.

## **13 Pénalités**

Par dérogation de l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, les pénalités sont applicables sans mise en demeure préalable.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

### **13.1 Pénalités de retard**

#### **Pénalités de retard sur interventions programmées :**

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, lorsque le délai contractuel d'exécution défini est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt par jour calendaire de retard une pénalité fixée à 200,00 €.

#### **Pénalités de retard sur interventions de dépannage :**

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, lorsque le délai contractuel d'exécution est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 200,00 €.

**Pénalités pour retard dans la remise des rapports d'intervention :** 100,00 € par rapport

**Pénalités pour retard du rapport annuel :** 100,00 € par jour de retard

### **13.2 Pénalité pour travail dissimulé**

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité de 10 % du montant TTC du bon de commande en cours d'exécution au moment où l'infraction est constatée.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé. L'application d'une pénalité n'exclut pas la résiliation pour faute prévue au CCAG-FCS.

## **14 Assurances**

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

## **15 Résiliation du contrat**

### **15.1 Conditions de résiliation de l'accord-cadre**

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

### **15.2 Conditions de résiliation D'UN BON DE COMMANDE**

En cas de résiliation d'un bon de commande pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra une indemnisation de 2% appliquée au montant du bon de commande concerné hors TVA, diminué du montant hors TVA des prestations admises.

- Si au cours d'une mission le pouvoir adjudicateur constate que la prestation n'est pas réalisée dans les règles de l'art par le titulaire, la collectivité avertit le titulaire défaillant de ce constat par courrier recommandé avec avis de réception. Si après mise en demeure de la collectivité, le titulaire défaillant ne met pas en œuvre les moyens nécessaires pour réaliser la mission confiée conformément au cahier des charges du présent accord cadre, la collectivité peut résilier le bon de commande (la mission) aux torts, frais et risques du titulaire sans indemnisation.

Le titulaire défaillant sera informé de la résiliation de la commande par courrier recommandé avec accusé de réception. Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

### **15.3 Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **16 Règlement des litiges et langues**

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif d'Orléans est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## **17 Dérogations**

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 5.5 du CCAP déroge à l'article 10.2.2 du CCAG- Fournitures Courantes et Services
- L'article 11 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 11 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 13 du CCAP déroge à l'article 14.1. du CCAG - Fournitures Courantes et Services